

CONSEIL NATIONAL DU RND

Bensalah critique l'opposition

Le Conseil national du RND, dont les travaux se sont ouverts jeudi à l'hôtel Ryad de Sidi Fredj, a offert au secrétaire général du parti, Abdelkader Bensalah, l'occasion d'user de l'artillerie contre l'opposition politique. Son réquisitoire, qui tranche avec le ton modéré qu'on lui connaît, intervient au lendemain de la conférence de la CNLTD.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Egalement président du Conseil de la nation, le Sénat, Abdelkader Bensalah s'est chargé, en fait, outre signifier la position du RND, de traduire le sentiment officiel relativement aux initiatives que l'opposition travaille à structurer. Et ce n'est point une surprise que le secrétaire général du RND, qui avait eu à conduire les consultations autour du projet de la nouvelle Constitution, avant qu'Ahmed Ouyahia, rappelé aux affaires, ne prenne le relais, critique ceux qui ont décliné les invitations à se rendre au Palais d'El-Mouradia. Dans l'attitude de ces derniers,

Bensalah voit «une politique de la chaise vide», une politique qu'il n'a pas manqué de dénoncer au passage. Pour lui, si l'opposition désirait le changement, les consultations autour de la Constitution lui offrent l'opportunité d'exprimer son point de vue. Enchaînant sur sa diatribe contre l'opposition, Bensalah s'est attaqué, sans la citer, à la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD). «Certaines orientations et certaines figures tentent de faire la promotion d'une culture usagée et qui n'apporte rien de nouveau», a-t-il soutenu, allusion faite à la conférence de la CNLTD, organisée mardi dernier à Zéralda et à laquelle ont pris part les principales figures de l'opposition. Bensalah signe par là l'une des premières répliques à l'initiative de la CNLTD qui, outre son projet de transition démocratique, a choisi de ne pas participer aux consultations menées présentement par Ouyahia autour du projet de la nouvelle Constitution. Des consultations auxquelles le RND prendra part, bien sûr. Il compte soumettre à Ouyahia, son secrétaire général démissionnaire, une plate-forme de propositions. Rendez-vous est pris pour le



Abdelkader Bensalah.

25 juin prochain. Entre autres propositions que la délégation que conduira Bensalah aura à formuler, le renforcement des institutions de la République existantes figure en

pole position. Traduite concrètement, cette proposition exprime l'opposition du RND à l'idée de mettre un terme au système parlementaire bicaméral institué par le Président Zeroual. Il s'en est trouvé parmi les invités d'Ouyahia qui ont réclamé en effet la suppression du Sénat, considéré comme une institution juste budgétivore. Le RND est d'avis que le Sénat ait davantage de prérogatives, entre autres avoir la possibilité de proposer des lois. Par ailleurs, le RND soumettra à Ouyahia une autre proposition relative à l'élargissement de la décentralisation. Le reste de l'apport du RND au projet de la nouvelle Constitution confine en un plaidoyer pour les libertés, la transparence et l'unité nationale. S'agissant de la situation interne au parti, Bensalah a anticipé sur les remarques qui pourraient être faites par le conseil national, notamment une certaine somnolence, en affirmant que le RND, qui sortait d'une crise, a dû faire face prioritairement à des agendas politiques. En somme, l'élection présidentielle. Bensalah a affirmé que le RND a pris une part active dans la campagne électorale.

S. A. I.

ÉLECTION D'UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Hanoune estime que «les conditions ne sont pas réunies»

Les conditions ne sont finalement pas réunies pour l'élection d'une Assemblée constituante. C'est la conclusion à laquelle est arrivée Louisa Hanoune qui abandonne momentanément cette revendication. Elle ne lâche pas prise, cependant, pour la dissolution de l'APN.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Après avoir longtemps fait de l'élection d'une Assemblée constituante son cheval de bataille, la secrétaire générale du Parti des travailleurs se résigne, estimant que les «conditions ne sont pas réunies». Pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs, il s'agit de ne pas être «dogmatique» puisque, dit-elle, l'Algérie n'est nullement dans un «processus constitutif» ni encore moins «révolutionnaire» sans compter l'état d'esprit de la grande majorité des Algériens. Pour Hanoune, le pays est loin de vivre «un déclic» sur le plan politique puisque, affirme-t-elle, un grand pan de la société est

plus préoccupé par des considérations sociales et non pas politiques et ne s'est donc pas approprié le débat politique qui reste jusque-là l'apanage des personnalités politiques. Explication de Hanoune : une grande majorité d'Algériens craint des expériences pouvant mener au chaos mais, rassure-t-elle, cette situation n'a rien d'unique puisque elle est caractéristique des périodes postélectorales. Dans ce contexte, affirme Hanoune, il ne sert à rien d'«exercer des pressions sur les consciences», car pour «avoir de l'écho, le débat doit démarrer d'une lecture juste des priorités populaires» ce qui, selon elle, n'est visi-



Louisa Hanoune.

blement pas le cas. Abordant face aux cadres des wilayas du centre l'actualité, Hanoune évoquera la question du consensus national qui, selon ses dires, «est une néga-

tion de la souveraineté». Cette dernière ne peut être consacrée qu'à travers des élections libres pouvant aboutir à des institutions représentatives et que si la conjoncture le

permettait, seules des élections anticipées seraient la bonne solution. Evoquant les consultations en cours au sujet de la révision de la Constitution, le numéro un du Parti des travailleurs estime que si ces consultations pouvaient aider à la décantation, elles ne sauraient se substituer à la souveraineté populaire puisqu'il ne s'agit pas d'un processus constituant et que les participants n'ont pas été mandatés pour parler au nom du peuple. Si le Parti des travailleurs estime que les propositions contenues dans le document envoyé par Ouyahia aux partis politiques et personnalités sont «en deçà» de ses attentes, ses représentants ont néanmoins répondu favorablement à l'invitation.

Le PT y fera des propositions en mesure de donner naissance à la deuxième République.

N. I.

MÉDIAS

Le «cercle vertueux» de l'éthique selon Hamid Grine

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a appelé jeudi à Alger l'ensemble des acteurs impliqués dans la chaîne de l'information à l'adhésion à ce qu'il a appelé «le cercle vertueux» de l'éthique pour arriver à une presse professionnelle.

Intervenant à l'ouverture d'une conférence-débat sur «l'éthique et la déontologie de la profession du journaliste», M. Grine a indiqué que l'un des moyens d'arriver à une presse professionnelle «me semble être l'adhésion à ce que j'appelle: le cercle vertueux de l'éthique».

Pour lui, ce cercle vertueux répond à trois critères liés les uns aux autres. «Qu'un seul manque, et le cercle cesse d'être vertueux», a-t-il dit. Le premier critère concerne «la posture de l'éditeur qui doit se tracer, entre les balises contraignantes de l'éthique

et de la déontologie, une ligne éditoriale qui soit le fruit de convictions partisans, de croyances doctrinaires, d'affinités de classe sociale ou d'idéal politique et économique», a-t-il dit.

Il a expliqué que cette ligne éditoriale, pour être ancrée dans le respect de l'éthique et de la déontologie, «doit être, dans sa singularité s'il en est, indemne des travers et des dérives que sont ce que le Président qualifiait, à juste titre, de calomnie, de diffamation, d'insulte et de médisance».

Le deuxième critère concerne "la ligne de conduite de l'entreprise,

autrement dit l'entreprise qui, par le fait qu'elle choisit d'insérer ses annonces dans tel ou tel journal, signifie qu'elle opère un choix stratégique d'association d'image», a-t-il souligné. «Cette entreprise, en fait, si elle jouit des conditions d'une gestion saine, moderne et compétitive, ne peut être qu'une

entreprise vertueuse, dans ce sens où elle choisit ses espaces d'insertion publicitaires dans la presse en fonction de la vertu des titres» et «où elle ne confie sa publicité qu'à un journal structuré en véritable entreprise, qui forme ses journalistes, les rémunère décemment et leur assure un plan de carrière et la couverture sociale adéquate», a-t-il ajouté. Le cercle vertueux «ne saurait être complet sans ce troisième critère que fonde l'attitude du journaliste», a indiqué le ministre. «Le journaliste qui ne s'inscrit pas dans le professionnalisme, qui ne croise pas l'information et qui choisit de se risquer dans les méandres de l'information approximative est donc diffamatoire», a-t-il ajouté.

Pour M. Grine, la qualité première d'un journaliste est d'être «foncièrement au-dessus de tout soupçon», d'être «propre par essence, efficace et exact». «Seules l'exactitude, la vérité sans fard et la vérité qui ne

maquille pas la réalité des faits fondent le journalisme, le vrai», a-t-il estimé.

Ainsi, l'éditeur vertueux, l'entreprise vertueuse, et le journaliste vertueux, constituent, selon le ministre, les trois critères pour réussir le projet d'édification d'une presse professionnelle.

Par ailleurs, il a exprimé sa confiance de voir l'écrasante majorité de la presse adhérer à ce projet, cela pour la simple raison qu'il n'existe pas, selon lui, un journaliste ou un éditeur qui rejette la vertu de l'éthique et de la déontologie.

Il a exprimé, enfin, son espoir de voir les choses changer «bientôt» avec l'installation des différentes autorités, commissions et conseils qui offriront «le cadre adéquat, à la fois à un dialogue autrement plus constructif et mieux structuré, et à une bonne pratique du journalisme».

(APS)